



ARRÊTÉ N° 2024-A-DGAS-D

du 25 NOV. 2024

portant cession de l'autorisation de fonctionnement du Centre Local d'Information et de Coordination (CLIC) dénommé Vienne Autonomie Conseils, géré par la Mutualité Française Vienne au profit de la Mutualité Française Limousine

RÉNDU EXÉCUTOIRE LE

10 DEC. 2024

DÉPARTEMENT DE LA VIENNE

LE PRÉSIDENT DU DÉPARTEMENT DE LA VIENNE,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 3221-1 et L.3221- 9 ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF) et notamment ses articles L 113-2 et L 313-1 et suivants ;

VU l'arrêté N° ARR 2020-A-DGAS-DHV-SSP-0001 du 10 janvier 2020 portant renouvellement d'autorisation du Centre Local d'Information et de Coordination (CLIC) dénommé Vienne Autonomie Conseils, géré par la Mutualité Française Vienne ;

VU le projet de fusion par voie d'absorption de l'union Mutualité Française Vienne Services de soins et d'accompagnements mutualistes par l'union Mutualité Française Limousine Services de soins et d'accompagnements mutualistes du 26 septembre 2024, signé des deux parties, actant de la fusion et absorption de la Mutualité Française Vienne à la date du 1^{er} janvier 2025 ;

VU le dossier de demande de cession d'autorisation du CLIC par la Mutualité Française Vienne à la Mutualité Française Limousine, reçu le 30 septembre 2024 et déclaré complet le 14 octobre 2024 ;

CONSIDERANT que le cessionnaire, la Mutualité Française Limousine Services de soins et d'accompagnements mutualistes, présente les garanties suffisantes pour gérer le CLIC dans le respect et dans la continuité de l'autorisation délivrée à la Mutualité Française Vienne Services de soins et d'accompagnements mutualistes le 10 janvier 2020, et s'est engagé au respect des conditions techniques minimales d'organisation et de fonctionnement mentionnées au II de l'article L. 312-1 du CASF ;

SUR proposition de Monsieur le Directeur Général des Services Départementaux ;

ARRETE

Article 1 :

L'autorisation accordée à la Mutualité Française Vienne, domiciliée 60-68 rue Carnot à Poitiers (86000) par arrêté N° ARR 2020-A-DGAS-DHV-SSP-0001 est cédée à la Mutualité Française Limousine, domiciliée Maison de la Mutualité 39 avenue Garibaldi à Limoges (87000), à compter du 1^{er} janvier 2025, conformément au projet de fusion.

L'Autorisation précitée est cédée sans changement.

Entité juridique : Mutualité Française Limousine	
N° FINESS	870016722
N° SIREN	775 716 613
Code statut juridique	Personne morale de droit privé à but non lucratif géré par le Code de la Mutualité
Adresse	39 avenue Garibaldi 87000 Limoges

Article 2 :

Cette cession d'autorisation ne modifie pas la durée de l'autorisation du Centre Local d'Information et de Coordination (CLIC) délivrée par arrêté N° ARR 2020-A-DGAS-DHV-SSP-0001 à la Mutualité Française Vienne pour une durée de 15 ans à compter du 1^{er} janvier 2020.

Le renouvellement de l'autorisation reste subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L.312-8 du Code de l'Action Sociale et des Familles effectuée au plus tard deux ans avant l'expiration du délai de 15 ans précité et transmise au Président du Conseil Départemental, dans les conditions fixées à l'article D. 312-204 du Code de l'Action Sociale et des Familles.

Article 3 :

Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement de l'établissement, par rapport aux caractéristiques de l'autorisation, devra être porté à la connaissance du Président du Conseil Départemental de la Vienne, en vertu de l'article L.313-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord du Président du Conseil Départemental de la Vienne.

Article 4 :

Un recours gracieux contre le présent arrêté peut être formulé auprès du Président du Conseil Départemental dans un délai franc de deux mois à compter de sa date exécutoire, c'est-à-dire de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département lavienne86.fr pour les autres personnes.

Un recours contentieux contre le présent arrêté peut être déposé auprès du Tribunal Administratif de Poitiers (par voie postale à l'adresse suivante : 15, rue de Blossac - BP 541 - 86020 POITIERS CEDEX ; ou par voie dématérialisée via l'application « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr) dans un délai franc de deux mois à compter de la réception de la réponse de l'administration au recours gracieux, ou à l'expiration d'un délai franc de deux mois à compter de la date de réception du recours gracieux par l'administration, en l'absence de réponse de sa part.

En l'absence de recours gracieux, le recours contentieux contre le présent arrêté peut être présenté dans un délai franc de deux mois à compter de sa date de notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département lavienne86.fr pour les autres personnes, auprès du Tribunal Administratif de Poitiers (par voie postale à l'adresse suivante : 15, rue de Blossac - BP 541 - 86020 POITIERS CEDEX ; ou par voie dématérialisée via l'application « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr).

Envoyé en préfecture le 27/11/2024

Reçu en préfecture le 27/11/2024

Publié le

ID : 086-228600011-20241125-24_A_SSP_0007-AR

S²LOW

Article 5 :

Le Directeur Général des Services du Département de la Vienne est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'organisme gestionnaire et publié sur le site internet du Département de la Vienne.

Le Président du Conseil Départemental,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Alain Pichon', with a stylized flourish at the end.

Alain PICHON